



# HIGHLIGHTS

Economic Commission for Africa, SRO-CA

Partenaire privilégié de l'intégration en Afrique Centrale

[www.uneca.org/sro-ca](http://www.uneca.org/sro-ca)

No 129, 27 Mar 2013

un hebdomadaire

Source : Rapport Economique sur l'Afrique 2011, par la CEA et l'UA  
(disponible en hard-copy à la CEA/BSR-AC)

## ENJEUX ET DÉFIS DE L'ÉCONOMIE VERTE EN AFRIQUE CENTRALE STAKES AND CHALLENGES OF A GREEN ECONOMY IN CENTRAL AFRICA

### 5ème partie : Mettre en place des politiques et des institutions habilitantes en encourageant l'investissement privé vert et en assurant l'ouverture des marchés aux produits propres

**A**fin de promouvoir une économie verte, les gouvernements de l'Afrique centrale devraient jouer un rôle plus efficace dans deux domaines : Encourager l'investissement privé vert et l'augmentation des dépenses publiques sur les biens et services ainsi que d'autres politiques qui permettent d'accroître la demande de produits propres (en plus de réglementations pour la promotion de normes et de labels).

Les dépenses publiques sur les biens et services (telles que la construction d'écoles, d'hôpitaux et d'aéroports), les infrastructures ferroviaires et routières, même les meubles et l'énergie pour les bureaux devrait avoir pour objet

de mettre en place des incitations en vue d'accroître l'investissement intérieur dans des biens et services préférables pour l'environnement et auxquels on accède équitablement.



Les dépenses publiques sur les biens et services (telles que la construction d'écoles, d'hôpitaux et d'aéroports), les infrastructures ferroviaires et routières, même les meubles et l'énergie pour les bureaux devrait avoir pour objet de mettre en place des incitations en vue d'accroître l'investissement intérieur dans des biens et services préférables pour l'environnement et auxquels on accède équitablement.

En Chine par exemple, une politique d'impulsion gouvernementale consistant à encourager l'utilisation et la fabrication de turbines éoliennes localement, dans le cadre de co-entreprises avec un transfert de technologie a contribué au développement d'une industrie performante dans ce domaine. Le secteur des énergies renouvelables a, dans son ensemble, généré une production d'une valeur de 17 milliards de dollars et a fourni du travail à environ 1,5 millions de personnes à la fin de 2009

(PNUE, 2010a). Les experts chinois estiment que chaque tranche de 100 milliards de yuan d'investissements publics verts, entraînerait un accroissement de la consommation des ménages de 60 milliards de yuan, 1 milliard de yuan de recettes fiscales supplémentaires et la création de 600 000 nouveaux emplois.

La mise en place d'un cadre réglementaire global pourra encourager et aider à la transition vers une économie verte. Des politiques claires, prévisibles et stables peuvent susciter le niveau de confiance nécessaire pour stimuler l'investissement privé, comme on l'a vu plus tôt avec les tarifs de rachat pour l'énergie renouvelable.

ergie renouvelable.

Dans le même temps, les normes et labels vont probablement jouer un rôle de plus en plus important pour ce qui est de stimuler des formes durables de production et de consommation, de distribution et de transport. Si les gouvernements, les industriels et les consommateurs de la sous région s'engagent de façon concertée et proactive, cela permettrait aux pays de l'Afrique centrale de participer efficacement à l'élaboration des normes et standards pour des biens et services sans danger pour l'environnement.

## **Part 5: Creating enabling policies and institutions by encouraging green private investment and ensuring markets are open for clean products**

*To promote a green economy, governments in Central Africa need to play a more effective role in two main areas: encouraging green private investment through increased public spending on environment-friendly goods and services; and introducing policies that expand demand for clean products (besides regulations that promote standards and labels).*

*Government expenditure on goods and services (such as building schools, hospitals and airports), rail and road infrastructure, even furniture and energy for offices should be geared towards incentives to boost domestic investment in environmentally preferred and equitably accessed goods and services. This way, governments can help to leverage domestic and international private resources.*

*In China, for example, a government-led policy of directly encouraging local wind turbine manufacturing, through joint ventures, technology transfers and use of locally made wind turbines, contributed to expanding the industry. The renewable energy sector of China as a whole generated output*

*worth \$17 billion and employed an estimated 1.5 million people at the end of 2009 (UNEP, 2010a). It was estimated that every CNY 100 billion of public green investment in China would lead to an increase in household consumption of CNY 60 billion, and to CNY 1 billion in additional tax revenue (\$14 billion, \$8.6 billion and \$143 million), with 600,000 new jobs created.*

*Government regulations and standards will provide the overall policy framework to encourage a transition to a green economy. A clear, predictable and stable policy environment can create the confidence required to stimulate private investment, as seen in feed-in tariffs earlier.*

*Standards and labels are likely to play an increasingly important role in stimulating sustainable forms of production and consumption, distribution and transport. A proactive engagement of government, industry and consumers would enable African countries to fully participate in shaping the norms for environmentally sound goods and services.*